Frédéric Angleviel, *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes*

Éditions Publibook Université, collection Recherches, Paris, 2003

Joël Dauphiné

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/289>

DOI : 10.4000/jso.289

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 102-104

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Joël Dauphiné, « Frédéric Angleviel, *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 118 | Année 2004-1, mis en ligne le 23 avril 2008, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/289> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.289>

Frédéric ANGLEVIEL, 2003. *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes*, Éditions Publibook Université, collection Recherches, Paris, 362 p.

Maître d'œuvre de plusieurs ouvrages collectifs, auteur d'articles et de contributions variés et grand pourvoyeur de comptes rendus ayant trait à l'histoire de l'Océanie francophone, Frédéric Angleviel nous propose un ouvrage sagement intitulé *L'historiographie de la Nouvelle-Calédonie*, au sous-titre plus déroutant, *ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes*, version allégée de son mémoire d'habilitation à diriger des recherches, soutenu en 2002 à Lille III.

Fort d'un corpus de 2 250 références patiemment collectées, l'auteur aborde un genre trop longtemps négligé, même si le terrain avait déjà été défriché par Patrick O'Reilly et Georges Pisier qui avaient publié, en leur temps, des bibliographies estimables et précieuses. Nous lui savons gré d'avoir tenté de combler une lacune du champ historique de la Nouvelle-Calédonie. Copieux, son livre est en outre agrémenté de nombreuses notes, de seize documents et de vingt et un tableaux. En revanche, il ne comporte ni index, ni bibliographie, ce qui est doublement fâcheux dans une publication à caractère scientifique et sur un tel sujet.

Se détournant du plan chronologique ou méthodologique, Frédéric Angleviel préfère adopter « une présentation plus technique » :

« On a donc étudié tout d'abord les racines de l'historiographie locale. Puis on a réalisé l'analyse quantitative des recherches historiques portant sur la Nouvelle-Calédonie depuis 1940. » (p. 6)

Plus explicitement, l'auteur se propose d'étudier les œuvres des différents chercheurs et de définir « leurs appartenances sociétales et leurs approches scientifiques propres ». Et de consacrer sa deuxième partie au « bilan historiographique », en quête d'une ou de plusieurs écoles historiques calédoniennes. Quant à sa problématique, elle « portera donc au plan général sur l'importance de l'évolution du regard historique porté sur la "Calédo-Kanaky" et au plan particulier sur la mise en place ou pas d'une ou de plusieurs écoles historiques » (p. 5).

Analysant « l'existence ancienne d'une littérature historique », Frédéric Angleviel passe en revue les noms des principaux auteurs et commente leurs œuvres. Mais la liste qu'il nous livre est incomplète et quelque peu malmenée. Pourquoi par exemple insister sur les livres de Jules Patouillet ou d'Henri Rivière et passer sous silence ceux d'Ulysse de la HaÛtière ou d'Amoureux et Place ? Relevons plusieurs erreurs factuelles dont le nombre finit par faire tâche. Le livre de Jean Allemane, *Mémoires d'un communard : des barricades au bagne*, n'a pas été publié en 1881, mais en 1906 (p. 20). Celui d'Achille Ballière, *La déportation de 1871. Souvenirs d'un évadé de Nouméa*, date de 1889 et non pas de 1899 (p. 54). Le prénom du déporté Jourde n'est pas Francis mais François (p. 54). Dans *L'Évadé* de Rochefort, le personnage d'Alavaill ne ressemble

pas à Jean Allemane mais à Paschal Grousset, un de ses compagnons d'évasion (p. 51). Le nombre de déportés considérés comme des droits communs ne s'élève pas à une centaine mais à trois cent vingt-sept (p. 46). Il est gênant de confondre les « Légendes et chansons de gestes canaques » parues en 1875 dans les *Petites affiches* et une nouvelle version plus complète et passablement remaniée publiée (et non éditée) par Louise Michel sous le titre *Légendes et chants de gestes canaques* en 1885 – en non en 1880 (p. 52).

Abordant « L'éveil d'une recherche historique scientifique » qu'il situe après la Deuxième Guerre mondiale, l'auteur précise « le rôle pionnier des ethnologues », insistant notamment sur les travaux du pasteur Leenhardt. Nous souscrivons à son appréciation concernant Jean Guiart dont il qualifie l'approche des faits historiques de « personnelle et passionnée plus que scientifique et rationnelle » : mais pourquoi donc lui consacrer une vingtaine de pages ? Il reconnaît honnêtement l'importance de *L'Héritage* du géographe Alain Saussol paru en 1979. Quitte à déplorer à trois reprises (p. 19, p. 117, p. 184) que ce maître livre ait été localement desservi par « la préface de Jean Guiart ». Précisons que ce dernier, ethnologue, est l'auteur du seul préambule de *L'Héritage* et que la véritable préface a été rédigée par François Doumenge. Les travaux des Anglo-Saxons sont l'objet d'intéressants développements, mais nous ne saurions souscrire à l'expression d'« école anglo-saxonne » employée pour caractériser des travaux disparates et dispersés.

Pour clore cette description d'« une production historique inégale », Frédéric Angleviel s'interroge enfin sur « l'apparition tardive d'écoles historiques françaises ». Il adopte une définition personnelle et originale de l'école historique, définition qui fera sourire beaucoup d'historiens :

« [...] la naissance d'une revue crée de fait une école historique, même si elle s'avère d'un niveau et d'une portée limitée [...]. [...] du moment que des historiens s'agglomèrent autour d'une société savante ou d'une revue, ils forment une école historique. » (pp. 155-156).

Il en déduit que « la première école historique de Nouvelle-Calédonie » a été la Société des études mélanésiennes (1938-1976), tout en concédant – sans craindre de se contredire – qu'aucun historien ne figurerait dans son comité directeur et qu'elle privilégiait l'approche anthropologique. Selon lui, la Société d'études historiques de Nouvelle-Calédonie (SEHNC), qui édite un bulletin trimestriel depuis 1968, constituerait une deuxième école historique rassemblée autour de Bernard Brou, son président pendant plus de trente ans : une société savante dont il ne se prive pas de dénoncer la dérive conservatrice, réelle dans les années 1980. Curieusement, il reproche aux « historiens calédoniens professionnels » de n'avoir « pas osé affronter le bloc que représentait la SEHNC » (p. 171). Une accusation parfaitement ridicule et non fondée. Il n'y avait pas d'« historiens calédoniens professionnels » en Nouvelle-Calédonie ou ailleurs il y a vingt ans. Métropolitains ou calédoniens, les professeurs d'histoire-géographie de l'enseignement secondaire n'avaient pas forcément l'envie et encore moins l'obligation de faire

de la recherche. Et pourtant, plusieurs d'entre eux n'hésitèrent pas à s'investir dans la commission Histoire de la Mission territoriale à la formation dirigée par le Kanak André Wénéhoua. Une commission que j'ai personnellement animée au plus fort des événements, de mars 1984 à décembre 1987, qui rassemblait toutes les bonnes volontés du public comme du privé, des métropolitains comme des Calédoniens et même des Kanaks, qui a mis au point des chronologies détaillées et multiplié les interventions en brousse et dans les îles auprès de publics variés. Une commission, enfin, qui a fini par inquiéter le « camp loyaliste » car elle avait l'ambition de faire aussi entendre la parole et le point de vue kanak – exactement ce que prône aujourd'hui l'accord de Nouméa – et qui dut se saborder. Nous avons compris que pour rééquilibrer l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, il était temps de réévaluer celle de la société indigène. Citons parmi ses membres, Christiane Terrier, Louis-José Barbançon, Adrien Hnangan, Guy Forhinger et... Frédéric Angleviel, lequel investit également la SEHNC et choisit prudemment de faire une thèse de doctorat sur Wallis-et-Futuna... D'autres affirmations péremptoires nous paraissent tout aussi fantaisistes. Celle-ci, par exemple :

« [...] tous les chercheurs locaux s'avèrent critiques envers les chercheurs métropolitains, accusés par les autodidactes d'être engagés (de l'autre côté) et par les professeurs du secondaire de privilégier l'étude systémique [sic] à une étude concrète des faits. » (p. 170)

À juste titre, Frédéric Angleviel estime que « le travail de mémoire est indispensable à une dédramatisation vraie des relations entre les communautés » (p. 173). Il s'est rallié à l'idée que le foncier est bien « au centre de la vie kanake », et n'hésite plus à parler à ce propos de spoliations, un mot qui le choquait en 1988, au point de m'avoir demandé ingénument la modification du titre de mon livre à paraître, *Les spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie*, sous peine de le boycotter. Il met bien en lumière les handicaps et les difficultés de la recherche historique en Nouvelle-Calédonie : la discrétion des uns, la méfiance des autres, la politisation de beaucoup, le poids de l'insularité, etc. Deux questions lui paraissent encore controversées : « l'importance de la population kanake pré-européenne » et « l'impact de la transportation et de la colonisation pénale ». Sur le premier thème, Frédéric Angleviel finit par rendre justice aux solides hypothèses de l'archéologue Christophe Sand qui a magistralement renouvelé nos connaissances en avançant que l'espace calédonien était un monde plein au XVIII^e siècle, avant le dramatique choc microbien consécutif des premiers contacts européens. Du deuxième sujet, nous n'apprenons rien puisque l'auteur a oublié de le traiter après l'avoir formellement annoncé (p. 220).

Plus courte, la deuxième partie de ce livre est consacrée au bilan historiographique depuis 1940. De nouveau, l'auteur s'interroge sur l'existence d'une ou de plusieurs écoles historiques calédoniennes. Sans surprise, il note « l'émergence d'une véritable recherche historique universitaire », grâce à la création de l'université de la Nouvelle-Calédonie et à « la réussite de

l'école doctorale pluridisciplinaire locale », succès qu'il mesure au nombre de DEA soutenus, soixante et onze de 1992 à 2000, « soit une moyenne de 7,8 % [sic] diplômés par an » (p. 245). Freinée par l'obstacle de la langue, la recherche anglo-saxonne lui paraît légèrement assoupie. Autrefois centrée, selon lui, autour de la Société des Océanistes, la recherche métropolitaine se serait « scindée en plusieurs groupes secondaires » (p. 258). Quant à la SEHNC, elle est « à la recherche d'une nouvelle identité », du fait de l'effacement de Bernard Brou et de son remplacement par Gabriel Valet, « un des trois commandeurs des palmes académiques du territoire » (p. 313)... De l'ensemble émergent « 160 chercheurs "locaux" en sciences humaines et sociales », dont « 41 chercheurs diplômés en histoire calédonienne » et « 64 personnes-ressources au service de l'histoire », œuvrant régulièrement sur la Nouvelle-Calédonie » (p. 285).

En fin de volume, l'auteur revient sur « la nécessaire constitution d'un corpus ». Il a recensé la publication, depuis 1940, de 362 brochures et ouvrages historiques ainsi que 1 888 contributions diverses consacrées à la Nouvelle-Calédonie, avec une accélération prévisible constatée dans les deux dernières décennies. Nous ne le suivrons plus quand, poursuivant sa quête identitaire, il choisit de porter son regard sur les seuls travaux de Calédoniens ou du moins ceux qu'il répute comme tels. Qu'entend-il en effet par « Calédoniens » ? Plus généreux en cela que les auteurs des accords de Matignon qui fixaient à dix ans la durée de résidence obligatoire en Nouvelle-Calédonie pour pouvoir voter, il tient à préciser : « [...] pour nous toutes les personnes qui, implantées depuis plus de quatre années sur le Caillou, participent réellement du débat identitaire », sont des Calédoniens (p. 325), sauf à différencier les Caldoches nés dans le territoire des « Calédoniens d'origine métropolitaine » (p. 327). Une définition et une distinction que l'auteur ne respecte pas du tout ! Les Calédoniens d'origine métropolitaine sont ainsi qualifiés de « Métros » dans ses tableaux 17 à 20 (p. 327, p. 330 et p. 332) ou encore « Métropolitains tropicalisés » (p. 170). Pour l'auteur, être calédonien, ça se mérite et Bernard Brou, l'ancien président de la SEHNC présent sur le territoire depuis plus d'un demi-siècle, ne le mérite pas ! « Et le métropolitain B. Brou, se considérant comme Calédonien après vingt-trois ans de travail en Nouvelle-Calédonie » (p. 170) ; « c'est un Métropolitain qui dirigea durant trente-trois ans la principale association culturelle » (p. 315) ! D'où le caractère fantaisiste des listes d'auteurs réputés calédoniens (p. 326). Bien que qualifiés de « métropolitains », François Bogliolo et Georges Pisier en font partie (p. 293 et p. 331). Il en est de même pour Bernard Brou, miraculeusement repêché en compagnie de Léo Paléo et de Bernard Bichou qui semblent être deux de ses pseudonymes. Jean-Marie Kohler, François Semur et quelques autres seraient assurément surpris d'apprendre qu'ils sont calédoniens, etc.

Frédéric Angleviel ne répugne pas à dénigrer les chercheurs dont les œuvres n'ont pas l'heur de lui convenir. Le « métropolitain » Bernard Brou est « un homme politique déçu » (p. 187), « un individu tra-vailleur et hors des sujets locaux [...] » (p. 315-316).

Louis-José Barbançon, un Caldoche, auteur de plusieurs livres courageux¹¹ et d'une thèse remarquable, est fort injustement traité. Il en est de même pour Georges Pisier, un « autodidacte métropolitain » (p. 331), « ancien fonctionnaire d'autorité vichyste en Indochine » (p. 162). Et de quelques autres... Proluxe à l'occasion, il passe quasiment sous silence les ouvrages ou articles éminemment respectables d'un Pierre Gascher, d'un Michel Reuillard, d'une Roselène Dousset-Leenhardt ou du sociologue Jean-Marie Kohler brutalement chassé de Nouvelle-Calédonie pour son indépendance de plume. Les thèses de ses pairs, les cinq docteurs calédoniens, subissent le même ostracisme. Adoptant la posture confortable de l'historien professionnel modéré, l'auteur oppose les chercheurs « engagés » aux conservateurs, les métropolitains aux Calédoniens, les autodidactes aux professionnels. Il s'acharne particulièrement sur la pauvre SEHNC et sur son ancien président, une « école historique » à laquelle il appartient pourtant et dont il cautionna longtemps l'orientation¹². Et, ultime inconséquence, il ne craint pas de se poser en rassembleur, à exprimer son désir de voir tous les historiens travailler en commun, qu'ils résident en Nouvelle-Calédonie ou ailleurs. Autant dire que ce n'est pas gagné !

L'ouvrage aurait sans doute mérité une relecture plus attentive : le style est laborieux, voire défectueux¹³, les coquilles orthographiques se comptent par dizaines, plusieurs références sont erronées, le tableau 17 est manifestement faux (p. 327), les redites pullulent ainsi que les tics d'écriture¹⁴.

Dans son introduction, l'auteur appelait de ses vœux la constitution d'« une école historique calédonienne capable de dynamiser les énergies et de les mettre en synergie » (p. 8). Il traquait, dans le corps du livre, « l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes », érigées selon lui autour de la Société des études mélanésiennes (SEM) et de la SEHNC. La lumière se fait en conclusion :

« Quant à la question de savoir s'il existe une ou des écoles historiques, on considère qu'il existe à ce jour une école historique qui s'ignore, regroupée jusqu'à ce jour autour de Bernard Brou et de la Société d'études historiques de Nouvelle-Calédonie, et qu'il existe une école historique en gestation autour de l'université de la Nouvelle-Calédonie. » (p. 356)

De la SEM, il n'est plus fait mention, alors qu'elle a repris force et vigueur et qu'elle accueille désormais en son sein plusieurs historiens. La SEHNC reste une école historique, mais elle ne le sait pas ! Heureusement, Frédéric Angleviel, le seul historien qui « pratique la recherche à titre professionnel sur place » (p. 306), s'emploie à combler cette lacune, non pas avec les récents docteurs en histoire qui l'ont globalement déçu mais en comptant sur « l'apparition progressive sur le

marché historique [sic] des étudiants d'histoire de l'UNC » (p. 357).

Incomplet, partial, bâclé, doté d'une problématique inconsistante, le livre de Frédéric Angleviel est un livre immodeste, irritant et décevant.

Joël DAUPHINÉ
Historien

PARKINSON Richard, 1999. *Thirty Years in the South Seas, Land and People, Customs and Traditions in the Bismark Archipelago and on the German Solomon Islands*. Traduction John Dennison, Bathurst, Crawford House Publishing, in association with Oceania Publications, University of Sydney.

L'ouvrage publié par Crawford House Publishing en 1999 est la traduction en anglais du livre de Richard Parkinson publié en 1907. La publication récente reprend la pagination de 1907 en y incluant les illustrations originales mais parfois dans un ordre différent. Une introduction de Jim Specht apporte des précisions sur la vie de Richard Parkinson. Enfant naturel du duc de Schleswig, Richard Parkinson est né en 1844. Sa formation est mal connue et sa découverte des îles du Pacifique tardive. Sans doute sous l'influence du naturaliste et ethnologue Kubary, il se rend en 1876 à Samoa en tant que planteur. Trois ans plus tard, il se marie avec Phebe Clotilda Coe, sœur de la célèbre « Queen Emma ». La même année, associé à son beau-frère Thomas Farrell et à sa belle-sœur, Parkinson s'installe avec ces derniers dans les îles du Duke of York.

Là, il s'installe comme planteur et recruteur. À partir de 1887, il commence à publier des ouvrages ou des articles descriptifs traitant essentiellement de l'archipel Bismark (essentiellement sur la Nouvelle-Irlande et le Nord de la Nouvelle-Bretagne). Il a publié ainsi jusqu'à sa mort en 1909 près d'une quarantaine d'articles et deux livres dont l'ouvrage de 1907 constitue à la fois la synthèse et un de ses derniers travaux. Ses recherches s'intensifient alors qu'il est engagé par la Deutsch Neu Guinea Companie en 1890. Cette nouvelle activité lui permet de multiplier les voyages dans les îles sous contrôle allemand. Là, il intensifie les collectes de spécimens naturels et d'objets ethnographiques.

Rapidement après son installation en Nouvelle-Bretagne, il instaure des relations avec l'Australian Museum de Sydney puis, un peu plus tard, par l'intermédiaire de Dorsey, avec le Field Museum de Chicago. Son activité d'ethnographe amateur est parallèle voire soutenue par ses collectes qu'il

11. Dont *Le pays du non-dit* (Nouméa, 1991).

12. Frédéric Angleviel est élu au conseil d'administration et nommé secrétaire dès mars 1967. Il devient membre du comité de lecture en novembre de la même année et conserve cette fonction jusqu'en 1994. Une dizaine de ses contributions parurent dans le bulletin trimestriel.

13. Que penser de cet échantillon non exhaustif : « Suit une description complète de l'insurrection, et de sa direction inopinée [...] des troupes contre les insurgés » (p. 27). « Commencant par des propos cannibales [...] » (p. 32). « L'accroissement du nombre de docteurs a donc complexifié [...] la situation » (p. 285).

14. L'auteur fait un usage abusif du mot « s'avère » présent plus de cent fois dans son ouvrage.